



# SNUDI.FO

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs  
et professeurs des écoles de l'enseignement public Force Ouvrière

**Pétitions, délégations, rassemblements et grèves se multiplient.  
Le ministre doit annuler toutes les suppressions de postes !**

**Alors que le refus des suppressions de postes croît chaque jour,  
les annonces en CTPD aggravent la situation**

Au fil des CTPD, les annonces de fermetures de postes ne font qu'aggraver la situation. Les conséquences sont désastreuses : en Seine-St-Denis l'Inspecteur d'académie annonce 74 postes E, 39 postes de brigades de remplacements supprimés et aucune création pour accueillir les 2 160 élèves supplémentaires ; dans l'Ain 3 postes retirés pour 573 élèves en plus ; à la Réunion 100 fermetures de classes et 29 postes de CPC supprimés ; dans le Pas de Calais 161 fermetures pour 3 ouvertures ; dans les Landes, il faudrait ouvrir 80 classes alors que l'Inspecteur d'académie en propose 20 ...

Fusion d'école, disparition programmée des RASED, des remplaçants, de la maternelle, des intervenants langue vivante, calcul des effectifs en moyenne sur toutes les écoles des communes sont les conséquences directes des 8 927 suppressions de postes. Toutes ces mesures conduisent aux EPEP dont le premier acte est l'annonce par le ministre du recrutement des remplaçants à Pôle emploi.

**Le 1<sup>er</sup> avril : 1 000 dans le Val de Marne, 500 en Seine St Denis ....**

Aux délégations qui se multiplient dans plus de quarante départements à l'occasion notamment des CTPD et des CDEN, le ministre répond : « Nous gérons équitablement, c'est aux Inspecteurs d'académie de gérer avec les leviers qui sont les leurs ». Chacun sait que cette situation est le produit direct de la décision du ministre de supprimer 8 967 postes dans les écoles pour 2 800 élèves de plus et 16 000 postes dans toute l'Education nationale.

Le 30 mars, la FNEC-FP-FO a accompagné 50 délégations d'établissements venues de 20 départements dont le comité de défense des écoles du sud de l'Aisne. Le ministre leur a opposé les 16 000 suppressions de postes votées par la représentation nationale.

Le 30 mars à Bordeaux, à l'appel de FO, 200 enseignants se sont réunis devant l'Inspection académique contre les 76 fermetures de postes... Le 1<sup>er</sup> avril en Seine St Denis 500 enseignants et parents à l'appel du SNUDI-FO, du SNUipp, du SE-UNSA, de la CGT, de SUD se sont regroupés devant le CTPD pour défendre leurs postes.

Le 1<sup>er</sup> avril dans le Val-de-Marne à l'appel du SNUDI FO, du SNUipp et du SE-UNSA plus de 1 000 enseignants, parents accompagnés d'élus se sont rassemblés devant l'Inspection académique lors du CTPD pour exiger l'annulation des mesures de carte scolaire. **Dans une lettre/pétition au ministre ils écrivent : « C'est vous qui êtes responsable de la décision d'annuler les 71 fermetures, responsable d'ouvrir immédiatement les 25 classes, responsable d'attribuer sans attendre une dotation supplémentaire à notre département... »**

**Le ministre est responsable  
C'est au ministère qu'il faut aller, les 16 000 suppressions doivent être annulées !**

Pour l'annulation des 16 000 fermetures de postes, la FNEC FP FO et ses syndicats proposent à tous les niveaux l'action commune et la grève s'il le faut, pour faire reculer le ministère. Elle propose à tous les personnels de réunir des assemblées générales pour décider. La FNEC FP FO s'adresse à nouveau à toutes les fédérations syndicales en ce sens.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, le SNUDI-FO est disposé, avec la FNEC FP, pour l'action commune avec tous les syndicats nationaux, toutes les fédérations de l'Education nationale pour exiger du ministre l'annulation des suppressions de postes.

Le SNUDI FO appelle tous ses syndicats départementaux à agir en ce sens avec la FNEC-FP-FO.

Montreuil le 4 avril 2011